



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

47 | 2013

Quel est l'avenir du XIX^e siècle ?

Florence ENCREVÉ, *Les sourds dans la société française au XIX^e siècle. Idée de progrès et langue des signes*

Grâne, Créaphis, 2012, 390 p. ISBN : 978-2-35428-047-5. 25 euros.

Fabrice Bertin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4581>

DOI : 10.4000/rh19.4581

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

Pagination : 199-200

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Fabrice Bertin, « Florence ENCREVÉ, *Les sourds dans la société française au XIX^e siècle. Idée de progrès et langue des signes* », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 47 | 2013, mis en ligne le 28 janvier 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4581> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.4581>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Florence ENCREVÉ, *Les sourds dans la société française au XIX^e siècle. Idée de progrès et langue des signes*

Grâne, Créaphis, 2012, 390 p. ISBN : 978-2-35428-047-5. 25 euros.

Fabrice Bertin

RÉFÉRENCE

Florence ENCREVÉ, *Les sourds dans la société française au XIX^e siècle. Idée de progrès et langue des signes*, Grâne, Créaphis, 2012, 390 p. ISBN : 978-2-35428-047-5. 25 euros.

- 1 Ce livre, issu de la thèse soutenue en 2008 par Florence Encrevé à l'université de Paris 8, est d'autant plus remarquable qu'il est l'un des rares à aborder un champ historique encore en friche, celui des sourds et à l'inscrire dans l'histoire sociale et politique de la France. À travers six parties, divisées en trois chapitres chacune, de la « genèse » (I^e partie) à la « proscription de la langue des signes » (VI^e partie) suite au congrès de Milan en 1880, l'auteure étudie avec minutie « la vision des entendants » (II^e partie) parfois en totale contradiction avec « le regard des sourds » (III^e partie) mais qui, malgré cela, finit par s'imposer à travers l'idée de progrès qui caractérise un XIX^e siècle scientifique (IV^e partie). « L'organisation de l'éducation des sourds entre 1859 et 1879 » (V^e partie) est passée en revue de façon à mettre en lumière les motivations qui ont conduit à l'interdiction des langues des signes en Europe : cet examen est essentiel pour comprendre une décision qui nous apparaît aujourd'hui comme soudaine et brutale. Le fameux Congrès international pour l'amélioration des sourds-muets qui s'est tenu en septembre 1880 à Milan n'est pas « l'élément déclencheur de la proscription de la langue des signes, il n'est qu'une étape – certes accélératrice – d'un long processus qui conduit le gouvernement français à imposer une réforme de l'éducation des sourds axée sur l'apprentissage de la parole ». L'image d'Épinal d'un « XIX^e siècle-âge d'or » pour les sourds, un « âge d'or » lumineux qui succède aux ténèbres, où tous les sourds

s'épanouissent, où la langue des signes permet à tous (et non à toutes !) de devenir de parfaits lettrés, a vécu ; de la même façon que l'historiographie a opposé (et oppose encore ?) un « Moyen » Âge, sombre et tortueux, à une Renaissance toute en couleur et pleine de joies. La réalité, comme on le sait, est bien plus nuancée. Très justement, l'auteure requalifie en « âge des possibles » cet « âge d'or » qui ne l'est finalement que pour une minorité et une certaine élite parisienne. À ce jour, les recherches ne permettent pas de généraliser. Il est intéressant de constater combien l'idéal révolutionnaire d'égalité, affirmé dès l'article premier de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, conduit paradoxalement à une exclusion de fait pour les sourds : alors que ceux-ci revendiquent une égalité de *finalités* (accéder à une citoyenneté pleine et entière avec la langue des signes), la République ne leur accorde qu'une égalité de *moyens* (accéder à la parole articulée et leur donner les moyens pour l'acquérir, quitte à proscrire la langue des signes), renforçant ainsi l'amalgame séculaire entre faculté intellectuelle et parole vocale.

- 2 Au-delà des explorations approfondies et des précisions indispensables à la construction de toute étude scientifique, ce livre déconstruit donc en profondeur des mythes et des idées reçues. À l'heure où la langue des signes française (LSF) est enfin reconnue par la législation (loi n° 2005-102, article 75), et en considérant que toute langue est inséparable d'une culture et d'une histoire, un tel ouvrage est fondamental. L'histoire est riche d'enseignements et n'est pas (que) la somme de faits passés. Ce constat qui concerne le début du XX^e siècle l'illustre parfaitement : « les sourds qui ne peuvent pas profiter de l'enseignement de la parole n'ont pas accès à l'égalité civile : ils subissent une inégalité de fait ». Ce constat ne se vérifie-t-il pas toujours aujourd'hui ? Cela pose question dans nos sociétés en constante recherche d'égalité dans tous les domaines et de progrès démocratiques.
- 3 En totale adéquation avec la thèse principale de cet ouvrage qui défend l'idée que la langue des signes est essentielle à la participation effective des sourds dans la société, un flashcode permet au lecteur d'accéder à une traduction du livre en LSF : une initiative bien trop rare pour ne pas être signalée !